













CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Diagnostic bâtementaire Port Nord Chalon-sur-Saône

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction Territoriale Rhône-Saône
2 rue de la quarantaine
69321 LYON CEDEX 05

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Diagnostic bâtimentaire Port Nord Chalon-sur-Saône
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	6 mois
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Sans

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Durée et délais d'exécution	4
3.1 – Durée du contrat.....	4
3.1 - Délai d'exécution	4
4 - Prix.....	4
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	4
4.2 - Modalités de variation des prix	5
5 - Garanties Financières	5
6 - Avance.....	5
7 - Modalités de règlement des comptes.....	5
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	5
7.2 - Présentation des demandes de paiement.....	5
7.3 - Délai global de paiement	6
7.4 - Paiement des cotraitants	6
7.5 - Paiement des sous-traitants.....	6
8 - Conditions d'exécution des prestations.....	6
8.1 - Présentation des livrables	7
8.2 - Modifications techniques.....	7
9 - Développement durable.....	7
10 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	7
10.1 – Connaissances antérieures	7
10.2 – Utilisation des résultats	7
11 - Pénalités.....	8
11.1 - Pénalités de retard.....	8
11.2 - Pénalité pour travail dissimulé	8
12 - Assurances.....	8
13 - Résiliation du contrat.....	8
13.1 - Conditions de résiliation.....	8
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	8
14 – Clauses techniques	9
15 – Protection des données à caractère personnel.....	15
16 - Règlement des litiges et langues.....	16
17 - Dérogations.....	16

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :
Diagnostic bâtiminaire Port Nord Chalon-sur-Saône

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le marché est décomposé en phases, ainsi qu'il suit :

Tranche	Phase	Sous phase
Tranche ferme	Phase 1 : Diagnostic de la conformité réglementaire et de l'état de santé du bâtiment y compris diagnostic structure, diagnostic réglementaire et analyse des installations techniques	Phase 1a – Investigations et constats
		Phase 1b Réalisation du diagnostic
	Phase 2 : Établissement d'un programme de travaux priorités et chiffrés	

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- La décomposition du prix global et forfaitaire
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Un mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, la notification du marché comprendra à minima l'Acte d'Engagement, les autres pièces constitutives du marché listées ci-dessus qui ne seraient pas incluses dans la notification demeurent des pièces contractuelles du marché.

3 - Durée et délais d'exécution

3.1 – Durée du contrat

La durée contractuelle du marché est de 12 mois afin de permettre le traitement administratif du solde du marché.

Elle démarre à la notification du marché.

3.1 - Délai d'exécution

La durée prévisionnelle globale d'exécution des prestations est de 6 mois et démarre à la notification du contrat.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement et la DPGF.

4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont les suivantes :

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-PI, les phases seront rémunérées sur présentation :

- d'un constat d'avancement établi et signé par la personne ayant constaté l'avancement de la prestation permettant l'établissement du service fait
- de la facture du titulaire conforme au constat d'avancement établi, qui se substituera à l'état d'acompte

Le solde du marché sera établi

- au vu d'une décision d'admission à l'issue de la validation du livrable de la dernière phase
- sur présentation de la dernière facture du titulaire qui constituera le décompte général et définitif et permettra le solde du marché.

Les factures devront obligatoirement être adressée par mail à bmgpi.sg.rhonesaone@vnf.fr pour validation avant d'être transmise dans les conditions décrites à l'article 7.2 ci-dessous.

Toute facture déposée sans avoir été préalablement validée comme indiqué ci-dessus pourraient être rejetées lors de leur dépôt sur le portail de facturation Chorus Pro.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100075
- Code service : 00051
- Numéro d'engagement juridique : Chaque facture devra faire référence au numéro d'EJ lié au marché

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

7.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution :

LA MÉANDRE
6 RUE DENIS PAPIN
71100 CHALON SUR SAÔNE

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

8.1 - Présentation des livrables

La présentation des livrables est définie dans les clauses techniques du présent marché.

8.2 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

9 - Développement durable

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

10 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

10.1 – Connaissances antérieures

Il est fait application du régime des connaissances antérieures tel que décrit à l'article 33 du CCAG-PI

Le titulaire reconnaît que les documentations réalisées par VNF ou au profit de VNF et transmis par VNF restent la propriété exclusive de l'établissement public. La conclusion du marché n'emporte aucune cession d'aucune sorte de droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures de VNF au titulaire du présent.

Il est formellement interdit au titulaire d'utiliser les données de toutes natures transmises par VNF en dehors de l'exécution du présent marché. Pour toute autre utilisation, le titulaire s'engage à solliciter une autorisation écrite expresse de VNF. Le titulaire s'engage à les détruire ou à les restituer au terme du marché.

10.2 – Utilisation des résultats

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire cède, à titre exclusif, au maître d'ouvrage l'intégralité des droits patrimoniaux de PI ou titres de toute nature afférente aux résultats à l'exclusion du droit moral du Titulaire) et en particulier le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats librement, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, sur tous supports papier et numérique ou électronique, par tout moyen et sous toutes formes, dans le respect du droit moral du titulaire.

Les droits objets de la cession doivent permettre au pouvoir adjudicateur d'utiliser, de rétrocéder à tout tiers de son choix (les tiers désignés que sont les prestataires de VNF ou ses partenaires institutionnels public ou privé par exemple) et de diffuser sans restriction les résultats pour les besoins exprimés dans les documents du présent marché, dans le cadre d'une exploitation institutionnelle, et/ou interne à VNF, qu'elle qu'en soit la déclinaison, sans limitation du nombre de diffusions et d'utilisations.

Cette cession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché et plus généralement la protection du domaine public fluvial et la bonne gestion du patrimoine immobilier de l'établissement.

Cette cession vaut pour le monde entier, pour la durée des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur.

Cette cession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations.

Par dérogation à l'article 33.2 du CCAG-PI, cette cession comprend également les connaissances antérieures incorporées aux résultats et/ou strictement nécessaires à leur mise en œuvre par le pouvoir adjudicateur et les tiers désignés.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

Le titulaire ne peut sans un accord préalable écrit et express de VNF, exploiter, reproduire, diffuser, ou donner l'autorisation de reproduire et de diffuser, les livrables élaborés et cédés dans le cadre du présent marché.

11 - Pénalités

11.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100 € HT.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

11.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 100,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

13 - Résiliation du contrat

13.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont les suivantes :

Par dérogation à l'article 40 du CCAG PI, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14 – Clauses techniques



CONTEXTE DE L'OPÉRATION

Présentation de l'activité et de l'organisation de VNF

Voies navigables de France est l'opérateur national de l'ambition fluviale. Seul établissement agissant sur tout le territoire français, il est au cœur de l'écosystème du fluvial.

Le réseau navigable en France est constitué de 8 500 km traversant l'ensemble du territoire. Avec la responsabilité de 6 700 km de réseau, de 40 000 hectares de domaine public et l'exploitation de plus de 4 000 ouvrages, il est au cœur de l'écosystème et agit sur deux réseaux complémentaires et connectés : un réseau fret (dit à grand gabarit) et un réseau touristique (dit à petit gabarit).

Le fluvial est un écosystème vertueux. Principal fournisseur d'eau, il offre une capacité réelle de report modal et un véritable levier d'aménagement du territoire et de lien social. Voies navigables de France assure 3 grandes missions au service de la société : la promotion de la logistique fluviale, le concours à l'aménagement du territoire et la gestion globale de l'eau.

Les directions territoriales ont un périmètre défini par bassin : Nord Pas de Calais, Bassin de la Seine, bassin rhénan, Nord-Est, Rhône-Saône, Centre-Bourgogne, Sud-Ouest. Elles sont composées de services métiers et de services territoriaux répartis sur les itinéraires fluviaux.

Le siège de la Direction territoriale Rhône Saône (DTRS) est situé à Lyon. Elle est responsable d'un large secteur géographique qui s'étend de Sète à Montbéliard. Ce réseau se divise en différentes unités territoriales qui s'assurent du relais local.

La DTRS est également en charge du bon fonctionnement des ports fluviaux pour lequel des concessions portuaires sont en cours et le port nord de Chalon sur Saône en fait parti.

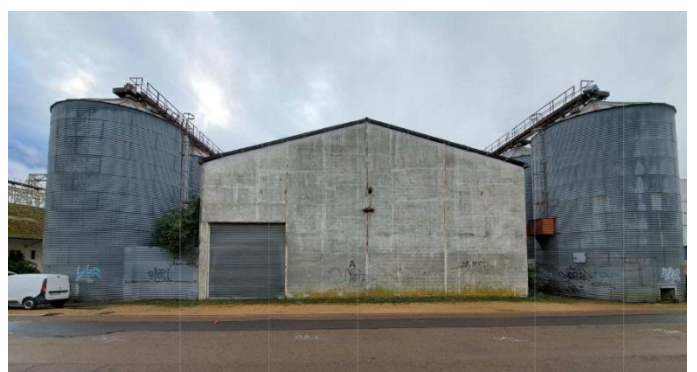
Présentation du site

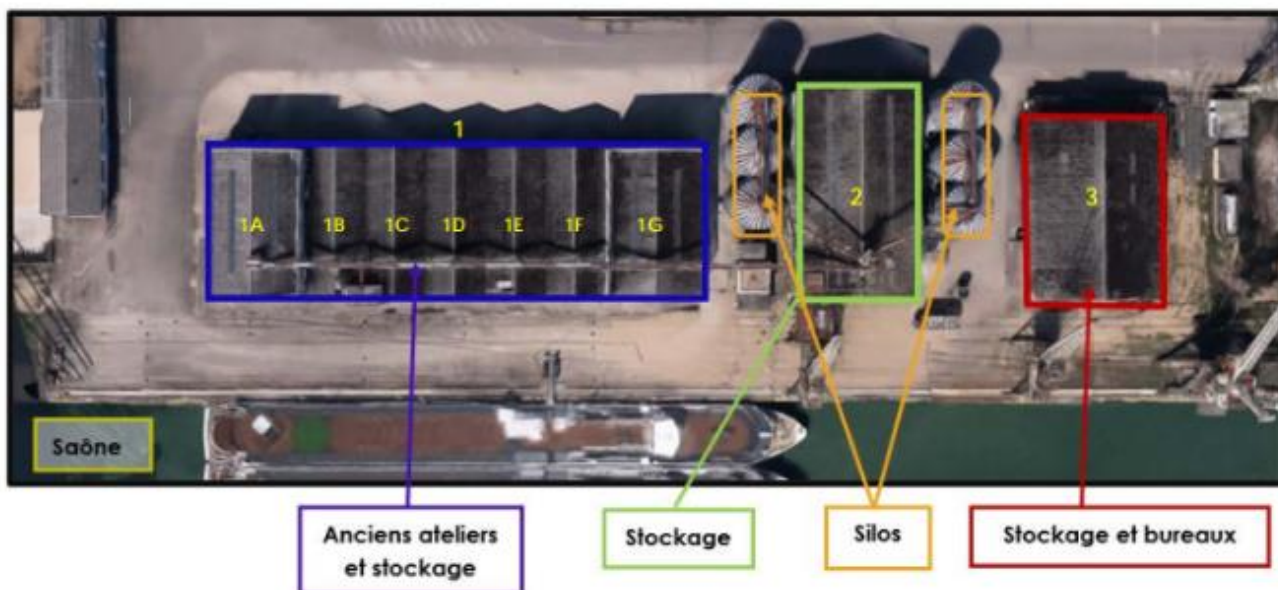
Le site d'étude est composé d'un vaste ensemble immobilier composé de plusieurs bâtiments, de silos intérieurs et de 6 silos extérieurs. Les constructions datent de 1997 en majorité. Il se situe rue Denis Papin 71 100 CHALON SUR SAONE.

Les bâtiments sont composées d'une structure et charpente métallique puis remplies de différentes manières (parpaings, tôles,...). La toiture est principalement composée de plaques ondulées de fibrociment. Pour les silos, il s'agit d'une structure métallique complétée par des tôles ondulées.

Les bâtiments comportent des mezzanines métalliques construites à l'aide de matériaux divers de récupération.

Les bâtiments sont actuellement occupées par des associations d'artistes et de créateurs.





Repérage des bâtiments et installations sur le site

Intervenants et interlocuteurs

La maîtrise d'ouvrage :

Voies Navigables de France (VNF) – Direction territoriale Rhône Saône (DTRS) - 2, rue de la Quarantaine 69321 Lyon cedex 05

Monsieur le Secrétaire général de la DTRS, Bruno VIDAL, assisté par M. Mathieu BERTRAND, responsable du Bureau des Moyens Généraux, Parc et Immobilier (BMGPI) assurent la représentation du maître d'ouvrage dans le cadre de cette opération.

Conduite d'opération :

Service BMGPI, DTRS, VNF - 2, rue de la Quarantaine 69321 Lyon cedex 05 représenté par son responsable, Mathieu BERTRAND.

La conduite d'opération sera menée par Mathieu BERTRAND, responsable du BMGPI qui fera le lien avec les services occupants et utilisateurs du site dans le cadre des études.

Confidentialité

Les entreprises consultées pour la réalisation du diagnostic devront respecter la confidentialité des informations fournies par VNF. Elles seront tenues de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger ces informations confidentielles contre toute perte, utilisation abusive, modification ou divulgation non autorisée. Toutes les informations recueillies sont considérées comme confidentielles et ne doivent être divulguées à aucun tiers sans l'autorisation écrite préalable de VNF.

PROGRAMME DE L'ÉTUDE

a. Objectif de l'étude

L'objectif de cette étude est de réaliser un diagnostic exhaustif bâtiminaire et technique de l'ensemble immobilier pour en déterminer précisément :

- La composition/constitution des bâtiments ;
- L'état de santé des bâtiments et des silos,
- La solidité de la structure et le recensement des éventuels désordres apparents,
- Leurs capacités structurelles (descentes de charges, charges admissibles des planchers...), leurs résistances et leurs stabilités au feu, y compris les mezzanines,
- L'état de la toiture et le recensement des éventuels désordres apparents, ;
- La conformité réglementaire des bâtiments au vu des activités qui y sont pratiquées
- L'état et la conformité des équipements de sécurité ainsi que le recensement des éventuels désordres apparents,
- L'état et la conformité des installations électriques et de fluides diverses (eau, gaz,...) ainsi que le recensement des éventuels désordres apparents,
- L'état et la conformité des installations et moyens de secours ainsi que le recensement des éventuels désordres apparents,
- L'état et la conformité des moyens mis en place pour l'évacuation de secours ainsi que le recensement des éventuels désordres apparents.

Avec ce diagnostic, le titulaire fournira un chiffrage de remise en état des locaux, par corps d'état, sera déterminé pour orienter les décisions du maître d'ouvrage.

A l'issue de l'étude, un rapport exhaustif sera remis sur l'ensemble des aspects demandés supra et une synthèse permettra d'appréhender l'état général du bâtiment ainsi que les pistes de rénovations chiffrées par corps d'état.

Une hiérarchisation des actions à mener sera proposée dans ce rapport par le titulaire pour améliorer l'état de santé du bâtiment, être conforme aux réglementations en vigueur et réduire les consommations d'énergie en vue notamment de la première échéance du DEET en 2030.

Le MOA s'engage à fournir les diagnostics amiante et plomb déjà réalisés sur les locaux.

Sur la base du résultat de cette étude, le Moa doit être en capacité de connaître parfaitement l'état de l'ensemble immobilier, de vérifier que les conditions de sécurité sont vérifiées d'un point de vue réglementaire, de statuer sur la capacité d'accueil des locaux par rapport aux activités présentes actuellement mais également de se projeter dans un programme de travaux chiffrés, hiérarchisés et planifiés.

Phases de l'étude

L'étude sera divisée en une seule phase qui rythmera le paiement (cf CCP).

Tranche	Phase	Sous phase
Tranche ferme	Phase 1 : Diagnostic de la conformité réglementaire et de l'état de santé du bâtiment y compris diagnostic structure, diagnostic réglementaire et analyse des installations techniques	Phase 1a – Investigations et constats
		Phase 1b Réalisation du diagnostic
	Phase 2 : Établissement d'un programme de travaux priorités et chiffrés	

Chaque phase fait l'objet d'une décision de validation de la part du maître d'ouvrage.

CONTENU DE LA MISSION

Tranche ferme

Phase 1 : Diagnostic de la conformité réglementaire et de l'état de santé du bâtiment y compris diagnostic structure, diagnostic réglementaire et analyse des installations techniques

La phase 1 se décomposera en 2 temps :

- Phase 1-a : investigations et constats
- Phase 1-b : réalisation du diagnostic

Au cours de la phase 1-a : investigations et constats, l'entreprise devra :

- Prendre connaissance et analyser les documents mis à sa disposition par le maître d'ouvrage
- Visiter les locaux et effectuer les différents relevés
- Dresser et transmettre au maître d'ouvrage, pour validation la liste, le positionnement et la date de réalisation des différents sondages, auscultations, carottages, mesures, prélèvements, essais en laboratoire et autres reconnaissances qu'il estime nécessaires pour répondre au besoin du maître d'ouvrage,
- Réaliser lui-même ou par le biais d'un tiers sous-traitant qualifié, les différentes investigations et essais susnommés
- Le cas échéant, piloter et suivre la réalisation des investigations et essais si ceux-ci sont effectués par un tiers sous-traitant

Les essais et les investigations auront en outre pour but de réaliser diverses analyses :

- Reconnaissances des fondations et du sol d'assise
- Reconnaissance du ferrailage, de sa nature, de son état,
- Mesure des enrobages,
- Mesure du front de carbonatation,
- Prélèvement d'échantillons / poudres pour analyses en laboratoire comme le taux de chlorures,
- Résistance à la compression du béton
- Reconnaissance de la charpente et des différents planchers.

À terme VNF souhaite avoir une parfaite connaissance de son site, de l'état de conservation, des pathologies et désordres existants et les moyens à mettre en œuvre afin d'y remédier ou de stopper le phénomène. Cette liste est non exhaustive, le titulaire pourra proposer des investigations complémentaires, il devra toutefois les justifier.

Toutes sujétions de remise en état et de nettoyage après essais et/ou investigations sont à la charge de l'entreprise.

En zone occupée, le titulaire du marché veillera à la réalisation des prestations dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité.

Au cours de la phase 1-b : réalisation du diagnostic, l'entreprise devra :

- Identifier, décrire les composants principaux des lots :
 - o Architecturaux
 - Gros œuvre
 - Charpente / couverture
 - Cloisons / doublages / isolations
 - Faux-plafonds
 - Menuiseries extérieures / intérieures
 - Revêtements de sol et murs
 - o Techniques
 - Courants forts / courants faibles
 - Chauffage – Ventilation – climatisation
 - Plomberie
 - Réseaux / Assainissement

- Dimensionner la structure des bâtiments (fondations et charpente comprises) et leur principe de fonctionnement y compris réalisation de calculs et modélisations le cas échéant
- Déterminer les caractéristiques structurelles en termes de descentes de charges, de charges admissibles, de résistance et stabilité au feu ...
- Vérifier et analyser la conformité réglementaire (sécurité incendie, code du travail) des locaux au vu des activités en cours dans les bâtiments
- Fournir des plans autocad (.dwg) des bâtiments avec les informations recueillies dans le cadre du diagnostic et notamment celles relatives à la structure (dimensionnements, charges admissibles des planchers, résistance et stabilité au feu...)
- Évaluer l'état de conservation des différents composants et notamment identifier les désordres et les pathologies ainsi que leur degré d'avancement.
- Le cas échéant :
 - o Analyser l'impact des dégradations sur la solidité de l'ouvrage
 - o Analyser l'urgence des travaux à mettre en œuvre (urgence immédiate, à court, moyen et long termes)
 - o Préconiser les éventuelles mesures compensatoires/conservatoires de mise en sécurité à mettre en place en attendant la réalisation de travaux
- Étudier la capacité des existants à supporter une éventuelle solarisation de la toiture

Phase 2 : Établissement d'un programme de travaux priorisés et chiffrés

Au cours de la phase 2 – Établissement de programmes de travaux, l'entreprise proposera la liste des travaux nécessaires pour remettre à niveau l'ensemble immobilier vis-à-vis des réglementations en vigueur.

L'entreprise réalisera :

- Une liste priorisée des travaux à réaliser détaillant succinctement :
 - o Le périmètre et le volume des travaux
 - o Les principales caractéristiques des travaux à réaliser (état actuel / état futur)
- Une estimation financière détaillée des travaux (par typologie) et toutes dépenses confondues (y compris aléas, révisions, P.I. et TVA).
- Un planning prévisionnel des travaux à réaliser.

Le titulaire dissociera dans cette phase les travaux nécessitant une maîtrise d'œuvre externe ou interne à VNF.

Pour rappel, les éléments produits lors de la phase 2, devront permettre au maître d'ouvrage :

- o De programmer à son plan pluriannuel de travaux, les budgets nécessaires
- o D'évaluer le mode de publicité et de procédure adéquats pour la consultation des futurs prestataires intellectuels ou/et entreprises de travaux

Rythme de la mission

Lors de la phase 1 - Diagnostic, l'entreprise assistera à :

- La réunion de lancement des prestations ;
- Si nécessaire, une réunion intermédiaire de travail qui aura pour vocation de :
 - o Lever les éventuels questionnements du prestataire
 - o Présenter une ébauche des éléments de la phase 1
- Une réunion finale de présentation du diagnostic. A l'issue de cette présentation, le Moa validera cette phase et demandera au titulaire de débiter la phase 2.

En cas de recours à un tiers sous-traitant pour la réalisation des différents essais et investigations, le titulaire du marché devra également assurer le pilotage et le suivi des prestations sous-traitées. Il prévoira à cet effet la visite des locaux et des réunions de chantier avec son sous-traitant.

Lors de la phase 2 – élaboration d'un programme travaux, l'entreprise assistera à :

- Si nécessaire une réunion intermédiaire de travail qui aura pour vocation de :
 - o Lever les éventuels questionnements du prestataire
 - o Présenter une ébauche des éléments de la phase 2
- Une réunion de présentation finale.

Ces réunions pourront être réalisées en visioconférence avec les équipes de la maîtrise d'ouvrage.

Livrables

Phase 1 :

Livrables	Format	Délai d'exécution
La liste, le positionnement et la date des essais et investigations à réaliser	PDF	1 semaine à compter de la notification du marché
Le rapport de diagnostic (y compris les plans mis à jour et les résultats des investigations et essais)	Word, PDF, DWG	1 mois à compter de la date de validation de la liste des essais et investigations par le maître d'ouvrage
Le support de présentation de l'étude	Powerpoint, PDF	

Phase 2 :

Livrables	Format	Délai d'exécution
La mise à jour du rapport de diagnostic intégrant les éléments de la phase 2	Word, Excel, PDF, DWG	2 semaines à compter de la notification de la validation de la phase 1
Le support de présentation de la phase 2	Powerpoint, PDF	

DOCUMENTS FOURNIS AU TITULAIRE

VNF dispose actuellement pour les bâtiments :

- Diagnostic technique amiante et plomb des locaux
- Rapport d'expertise technique de 2015

Il est nécessaire pour le futur titulaire du présent contrat d'avoir une compétence structure pour la qualification de la solidité du bâtiment ainsi qu'une compétence en contrôle technique réglementaire (électricité, fluide, sécurité incendie et évacuation de secours).

15 – Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Par dérogation à l'article 5.2 du CCAG-PI, le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Dijon est compétent en la matière.

Tribunal administratif de Dijon

22, rue d'Assas

BP 61616

21016 Dijon CEDEX

Téléphone : 03 80 73 91 00

Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17 - Dérogations

- L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 7.1 du CCP déroge à l'article 11 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 9 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 10.2 du CCP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 10.2 du CCP déroge à l'article 33.2 du CCAG – Prestations Intellectuelles
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13.1 du CCP déroge aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles